

ST HERBLAIN

4 Rue Duguay Trouin

BP 70279

44800 ST HERBLAIN

Tél : +336 48 33 39 88

Mél : louis-vincent.desmares@bureauveritas.com

N° affaire : 22473196_1-9B9LPTN

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé**Opération :****Opération : 44/NANTES URSSAF REAMENAGEMENT****3 RUE GAETAN RONDEAU****44200 NANTES****Destinataire :****URSSAF DES PAYS DE LA LOIRE****MME ALLART****3 RUE GAETAN RONDEAU****44200 NANTES****Plan Général de Coordination****P.G.C.****Opération de catégorie : 2****Présence d'Amiante - Présence de Plomb**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
13/06/2025	Rev0	Création PGC DCE	Louis-vincent DESMARES

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.3. Inspections Communes	8
2.4. PPSPS	8
2.4.1. Pénalités	9
2.5. Sous-traitance	9
2.5.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.5.2. Transmission du PGC	9
2.5.3. Obligation du sous-traitant	9
2.6. Intérimaires	10
2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.8. Travailleurs indépendants	10
2.9. Protections individuelles	10
2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	12
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	15
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier	16
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des risques particuliers	18
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	27
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	27
4.3.2. Déplacement de protection collective	28
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	28
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	28
4.4. Equipement de levage	28
4.4.1. Autorisation de survol	28
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	29
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	29

4.5.1. Approvisionnements et stockage	29
4.5.2. Travaux superposés	29
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	29
4.5.4. Protection contre le bruit	29
4.5.5. Protection contre l'incendie	29
4.5.6. Travaux en hauteur	30
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	30
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	30
4.6. Moyens communs	31
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	31
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	31
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	31
4.6.4. Protection des accès – Auvents	31
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	31
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	32
5.1. Stockages sur le chantier	32
5.2. Nettoyage	32
5.3. Enlèvement des déchets	32
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	32
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	33
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	33
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	34
6.1. Déclarations particulières	34
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	34
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	34
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	34
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	35
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	35
6.7. Locaux témoins	35
7. ORGANISATION DES SECOURS	36
7.1. Téléphone de secours	36
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	36
7.3. Travail isolé	36
7.4. Procédure d'organisation des secours	36
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	36
7.6. Point de rencontre secours	36
7.7. Modèle de fiche de secours	37
ANNEXES AU P.G.C.	38

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

DCE du 02/06/25 (CCTP, PIC, Plans)

DAAT établi par SOCOTEC : 2503CCENA - BI5860000001965 du 29/04/2025 : présence d'amiante.

Diagnostic plomb établi par SOCOTEC : 2503CCENA - BI5860000001965 du 22/04/2025

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

La présente opération consiste au réaménagement espaces intérieurs d'un immeuble de bureaux, siège social de l'URSSAF Pays de La Loire situé 3 rue Gaëtan Rondeau à NANTES

Les travaux comportent notamment :

- désamiantage/déplombage
- la dépose et la repose de cloisons,, le revêtement de sols et murs,
- électricité
- Chauffage Ventilation Plomberie GTC

Les travaux sont à réaliser en site occupé avec un espace au sol très réduit et des contraintes importantes de maintien des accès et des issues de secours. La présence des usagers de l'établissement à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement est à prendre en compte en permanence et pour toutes les activités. Aucune négligence n'est possible. Chaque plateau sera libéré par l'exploitant.

Dispositions particulières :

Les travaux sont programmés dans un établissement en activité recevant du public, il est donc indispensable de satisfaire aux dispositions sécuritaires du PGC :

- Protection des sols conservés à assurer
- Circulation dans l'établissement avec des chaussures et vêtements propres.
- Aspiration des poussières et non balayage
- Cloisonnements d'isolation (intervention par plateau vidé au préalable).
- Rédaction de permis feux pour tous travaux par points chauds (avec le responsable de la maintenance)
- Le personnel devra être en tenue identifiable
- Attestation de consignation des réseaux à établir par l'électricien et le plombier. Attestation à diffuser aux autres entreprises, Maître d'oeuvre, Maître d'ouvrage et coordonnateur SPS.
- Bruits et vibrations à éviter et à organiser (travaux bruyant avant 10h et après 16h)
- Ne pas fumer dans l'établissement.
- Manutentions intérieures et extérieures à organiser. Les livraisons volumineuses devront être déclarées au préalable au Maître d'oeuvre.
- Circulations extérieures et intérieures à maintenir libres

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appels d'offres

Mode de passation des marchés : lots séparés,

Type de marchés : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 6 octobre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 18

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,

- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 5 (hors sous-traitant)

Lot n°1 : Désamiantage – Déplombage

Lot n°2 : Curage

Lot n°3 : Partitions intérieures

Lot n°4 : Chauffage Ventilation Plomberie GTC

Lot n°5 : Electricité CFO CFA SSI

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 2 à 10

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	URSSAF DES PAYS DE LA LOIRE	3 RUE GAETAN RONDEAU 44200 NANTES	sophie.allart@urssaf.fr	MME ALLART
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	4 rue Duguay Trouin - 44800 SAINT-HERBLAIN 44807 SAINT HERBLAIN	louis- vincent.desmares@bureau veritas.com	M. DESMARES
Maîtrise d'œuvre	NEPSEN	2 Ter , rue de la Tour d'Auvergne 44000 NANTES	yann.ravary@nepesen.fr	M. RAVARY
Architecte	Sandrine Pouget Architecte	4 Bis avenue de l'Etang 49123 INGRANDES - LE FRESNE SUR LOIRE	sandrine.pouget.architecte @orange.fr	MME POUGET

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.3. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.4. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.4.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Oeuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en oeuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.5. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.5.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.5.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.5.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.6. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.8. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.9. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,

- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

DAAT établi par SOCOTEC : 2503CCENA - BI5860000001965 du 29/04/2025 : présence d'amiante.

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Diagnostic plomb établi par SOCOTEC : 2503CCENA - BI5860000001965 du 22/04/2025

Présence de silice dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Les entreprises en pénétrant sur le site doivent respecter les règles de circulation et les consignes de sécurité internes de l'établissement.

L'accès dans les bâtiments se fait conformément au phasage des interventions établi par la maîtrise d'oeuvre et l'exploitant afin de limiter la circulation dans l'enceinte de l'établissement.

Le personnel devra être en tenue identifiable

Réseaux : Avant tout commencement des travaux, chaque entreprise doit recenser, dans l'emprise du chantier, les réseaux et canalisations situés dans les zones de travaux.

Les travaux de dépose ne peuvent démarrer qu'une fois les installations électriques et des divers fluides neutralisés en coordination avec les services techniques de l'établissement.

Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988).

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

A la charge de l'entreprise du lot 3 Partitions intérieures :

Une clôture de type HERAS clôturera la benne de chantier situé en extérieure

Cavaliers anti intrusion en tête et en pied imposés.

Cette clôture sera ancrée au sol pour éviter tout basculement de la dite clôture.

L'état des clôtures et des portails sera vérifié par des visites régulières. En cas de parties manquantes ou dégradées, le nécessaire devra être fait afin d'assurer la continuité de la fermeture du chantier.

A l'intérieur, dès que nécessaire, l'entreprise doit afin d'assurer la protection et l'isolement entre les zones restant en exploitation et les zones touchées par les travaux,

3.2.2. Accès

L'accès au chantier sera réservé aux entreprises agréées et personnes habilitées au sens de la législation

générale du travail. La responsabilité des entreprises est pleine et entière en ce qui concerne la protection de leurs ouvrages, matériaux ou matériels contre le vol et les dégradations. Une liste nominative du personnel de chaque entreprise doit être tenue à jour sur le chantier, par chacune des entreprises. Cette liste doit être assortie de la mention de la formation initiale à la sécurité, dispensée par l'entrepreneur à chacun des salariés. Un plan d'installation de chantier doit être établi par l'entreprise de gros oeuvre ; ce plan doit être mis à jour, si nécessaire, à l'avancement du chantier.

Les entreprises doivent prendre toutes dispositions auprès des services concernés pour :

- La protection des équipements existants

Les demandes d'autorisation d'emprise sur voirie, et / ou une interdiction de stationnement pendant toute la durée du chantier afin de permettre l'entrée et la sortie des véhicules. (emprise à définir lors de l'établissement du plan d'installation de chantier)

- Mise en place de la signalétique d'accès au chantier

- Si nécessaire le dévoiement et/ou la protection physique sur le trottoir des circulations piétonnes.

L'accès aux bâtiments doit en priorité se faire par les couloirs de service, disposition permettant de limiter la circulation à l'intérieur du site et ainsi d'éviter toute co-activité avec les occupants.

Les approvisionnements et évacuations doivent être programmés et organisés avec l'exploitant. Il convient de définir les modalités et créneaux horaires particuliers pour les approvisionnements et l'évacuation des déchets notamment.

Les accès et sorties de secours des bâtiments occupés doivent demeurer libres en permanence et ils ne doivent pas être encombrés par des dépôts de matériaux, matériels et stationnements de véhicules et engins. Cette disposition concerne aussi l'accès des moyens de secours qui doit être maintenu (respect des voies de secours).

Un ascenseur sera réservé au chantier

3.2.3. Circulations

L'accès à la zone cantonnement sera séparé de l'accès engins et de l'accès des tiers

Les consignes d'accès seront données par chaque entreprise lors de l'accueil des salariés.

La zone « installation de chantier » sera implantée de façon à assurer la continuité dans l'espace et le temps.

L'ensemble des accès et circulations doit être maintenu dégagé et correctement éclairé. Aucun stockage, même limité n'est autorisé dans les zones accessibles aux personnels et aux usagers de l'établissement. Les entreprises doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que les personnes extérieures aux travaux ne soient pas soumises à des risques de chute de plain pied (câbles des enrouleurs suspendus, balisage des zones de travaux, etc.).

Accès piétons

Les circulations piétonnes seront de type « pied sec », matérialisées physiquement (balisage, signalétique, passage piéton...) pour l'accès aux postes de travail et l'installation de chantier (base vie).

Accès véhicules (Tout les corps d'état)

Les accès au chantier pour les personnels des entreprises ou leurs véhicules seront exclusivement effectués par les accès définis par le Maître d'OEuvre et l'entreprise générale

Pendant la période de préparation, l'entreprise générale élaborera, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de « fluidifier » le trafic routier à la périphérie du chantier vis à vis des contraintes des tiers

Les entreprises auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs transporteurs, fournisseurs, soustraitants, etc...

3.2.4. Signalisation

Circulations hors de l'emprise du chantier (Tout les corps d'état)

Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux une circulation fluide sur la voie d'accès principale d'accès à l'établissement, et aucune obturation des porte d'accès ne pourront être réalisées sans accord du maître d'ouvrage

Cette obligation absolue permettra de maintenir en permanence les accès :

- aux portes d'accès de l'établissement
- aux piétons et aux véhicules,
- aux livraisons,

Cette obligation aura pour conséquence de procéder, le cas échéant, à l'édification d'installations provisoires de façon à minimiser les gênes apportées.

Un poste de nettoyage des camions sera mis en place par l'entreprise.

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier se fera dans la rue;

L'exploitant mettra éventuellement des places à dispositions

3.2.6. Stockage

Les entreprises devront informer l'entreprise du lot 3 Partitions intérieures et le Maître d'ouvrage de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier.

Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Aucun stockage, même limité n'est autorisé dans les zones accessibles aux personnels et aux usagers de l'établissement.

Les stockages ne doivent pas perturber les accès aux locaux, équipements techniques du site, les interventions programmées de chaque entreprise et doivent permettre le maintien des cheminements horizontaux et verticaux, et l'évacuation du personnel et de la possibilité d'intervention des Services de Secours.

Une zone de stockage du matériel conservé est prévue sur une place de stationnement au sous-sol

Approvisionnement

L'entreprise doit organiser une zone de stationnement pour le déchargement des camions TCE en conformité avec les instructions du responsable du site ne exploitation

Les entreprises doivent organiser leurs livraisons en tenant compte du flux important de véhicules et piétons sur le projet habité

Les entreprises prennent toutes les dispositions pour que les approvisionnements sur le chantier se fassent dans le respect des règles de sécurité, à savoir :

- Informations des fournisseurs sur les personnes à contacter sur le chantier et les modalités pour accéder au chantier,
- Les opérations de déchargement de matériaux ou de matériel ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Installation électrique générale de chantier : Depuis les points de branchement mis à disposition par l'exploitant, l'entreprise du lot 5 électricité a à sa charge :

- La fourniture, l'entretien et l'alimentation des tableaux de distribution en nombre suffisant. A titre indicatif, la longueur des rallonges électriques sera limitée à 25 ml et il sera implanté éventuellement un coffret spécifique pour l'utilisation de poste à souder.

Les coffrets de chantier sont montées sur pieds, ou fixés et ils sont à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447) type: " coup de poing ".

Ces installations doivent être contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des

lots chargés de leur installation. Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien.

Obligation d'utiliser sur le chantier des rallonges électriques en état du type H07RN-F.

Éclairage des postes de travail et circulations :

L'entreprise titulaire du lot Électricité doit la mise en oeuvre des éclairages des circulations à l'intérieur du bâtiment si les conditions de luminosité ne sont pas suffisantes.

Chaque entreprise a à sa charge la mise en oeuvre des éclairages à l'intérieur de l'ensemble des locaux concernés par les travaux si les conditions de luminosité ne sont pas suffisantes.

Niveaux d'éclairement :

- 40 lux pour les zones et voies de circulation,
- 120 lux pour les réfectoires, les vestiaires et sanitaires,
- 100 lux pour les postes de travail.

3.2.8. Cantonnements et entretien

A charge de l'entreprise du lot 3 Partitions intérieures :

Sanitaires

Mis à disposition au niveau de l'étage en cours de travaux.

Chaque semaine une entreprise sera responsable du nettoyage.

Les dépenses d'entretien de ce sanitaire sont au titre du compte prorata.

Ce sanitaire doit rester jusqu'à la fin des travaux.

Une installation spécifique sera installée en cas de présence de personnel féminin pour satisfaire à la réglementation

Vestiaires

espace vestiaire équipé d'armoires métalliques à double compartiment, de chaises ou de bancs. Les vestiaires doivent être

correctement éclairés et chauffés.

Une installation spécifique sera installée en cas de présence de personnel féminin pour satisfaire à la réglementation.

Réfectoire

Les repas sur le tas sont interdits

Une salle doit être équipée de tables, chaises, évier, micro onde, frigo pour 15 personnes.

Ce local doit être éclairé, ventilé et chauffé.

Le nettoyage et l'entretien de ces locaux seront pris en charge suivant les modalités de gestion des dépenses d'intérêt commun.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Chaque entreprise se charge du nettoyage de ses propres zones de travaux et de l'évacuation des déchets et des gravats jusqu'aux bennes à déchets

L'entreprise générale doit la mise en place de bennes pour l'évacuation des déchets et des gravats de l'ensemble des entreprises ; le tri sélectif doit être mis en place.

En cas de manquement d'une ou de plusieurs entreprises, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre se réserve le droit de faire appel à une entreprise extérieure afin d'assurer le nettoyage du chantier, au frais de la ou des entreprises concernées.

Le brûlage des matériaux, déchets est strictement interdit sur le chantier.

Aspiration des poussières et non balayage

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

joint au DCE

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Partitions intérieures** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Partitions intérieures** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Partitions intérieures	Partitions intérieures	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Accès	Existant		JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Circulations	Existaante		JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Signalisation	Chaque entreprise	Chaque entreprise	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Stationnement	Chaque entreprise	Chaque entreprise	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Stockage	Partitions intérieures	Chaque entreprise	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	Electricité	Electricité	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Coffret électrique général	Electricité	Electricité	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	Electricité	Electricité	
Cantonnement	Partitions intérieures	Partitions intérieures	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Infirmierie de chantier	SANS OBJET		
Nettoyage hors cantonnement	TCE	Chaque entreprise	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
PIC	Partitions intérieures	Partitions intérieures	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Protections collectives	Chaque entreprise	Chaque entreprise	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Accès hauteur communs	Chaque entreprise	Chaque entreprise	JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
Déchets - Gravats	Chaque entreprise		JUSQU'A LA FIN DU CHANTIER
ECHFAUDAGE OU NACELLE VOLANT			

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE		TCE	Collision, heurt Réseaux Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Chute d'objets, éclats Voisinage Travaux à point chaud Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur Amiante	Engins en conformité (contrôle périodique). Consignation des réseaux. Habilitation électrique. Chantier propre et sécurisé. Stabilisation de la zone de stockage. Clôture de la zone de stockage. Superposition et juxtaposition de tâche interdites. Phasage des travaux. Balisage, signalisation des zones de travaux. Permis de feu. Consignations qualification du personnel Installation de coffrets de chantier Moyen de travail en hauteur adapté et sécurisé. .
		Désamiantage – Déplombage	Amiante Amiante Contact électrique direct ou indirect Inhalation poussières	. Chantier clos et indépendant . .
		Curage	Stabilité, renversement Engins et matériels Contact électrique direct ou indirect Rupture, effondrement Travail en hauteur Inflammation, explosion Rupture, effondrement Inhalation poussières	Clôture de zones Plan de démolition . Clôture de zones

		Partitions intérieures	Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Produits dangereux Chute d'objets, éclats Inhalation poussières Inhalation poussières	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. . . Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés. . .
		Chauffage Ventilation Plomberie GTC - Plomberie - Sanitaire	Déplacement de plain-pied Inflammation, explosion Travail en hauteur	Maintenir les circulations propres et dégagées. Permis feu à établir avec le chef d'établissement. Extincteur au poste de travail. Travaux en toitures, combles : s'assurer de la présence d'un accès et de circulations sécurisés ainsi que des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel. Intervention dans les combles : mettre en place préalablement un éclairage suffisant et des platelages résistants sur les zones de circulation et de travail.
		Electricité CFO CFA SSI - Electricité - Courants faibles	Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect	Consignations des réseaux avant démolition. Contrôle des installations. .

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TCE

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Lors des livraisons: Port du gilet fluo. Avertisseur sonore de recul sur les engins. Nettoyage du domaine public autant que nécessaire. Signalisation routière à mettre en place au niveau des accès chantier (et pour barrer la route si emprise sur le domaine public). Mettre en place un homme trafic.	Port du gilet fluo
Réseaux	Concernant les travaux dans l'existant, neutralisation des réseaux en coordination avec les services techniques de l'exploitant.	
Déplacement de plain-pied	Nettoyage quotidien des zones de travail, de circulation et de stockage. Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	Maintenir en place les protections collectives.
Stabilité, renversement	Zones de stockage définies et délimitées par corps d'état.	Zones de stockage définies et délimitées par corps d'état avec accord du maître d'ouvrage délégué.
Chute d'objets, éclats	Superposition et juxtaposition de tâche interdites. Les bâtiments en activités sont strictement interdits de survol en charge en dehors des zones identifiées du chantier. Balisage des zones de levage ou de travail en hauteur. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Protection des trémies, plinthes en pied de garde-corps Port du casque obligatoire.	Port des EPI obligatoire
Voisinage	Les entreprises tiennent compte dans l'ensemble des modes opératoires des travaux (installations de chantier, approvisionnements des matériaux et matériels nécessaires au chantier) des contraintes engendrées par la localisation du chantier dans un établissement en activité, notamment pour le maintien des circulations piétonnes et des véhicules de secours aux abords des différentes zones en chantier. L'ensemble du personnel ne doit à aucun moment, être perturbé dans leurs habitudes, gêné dans leurs occupations	Les Co activités et contraintes d'interférences sont à prendre en compte par chaque entreprise. Des réunions spécifiques sont organisées par la maîtrise d'oeuvre et d'ouvrage pour aborder ces sujets.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>ou exposé au moindre risque.</p> <p>Les entreprises se rapprochent de la direction de l'établissement et respectent le règlement intérieur. Un soin particulier sera porté à la mise en place des protections et clôtures, notamment pour les travaux jouxtant les zones en exploitation.</p> <p>L'accès dans les bâtiments se fait conformément au phasage des interventions établi par la maîtrise d'oeuvre et l'exploitant afin de limiter la circulation à l'intérieur.</p> <p>Chaque entreprise doit s'informer des dispositions prises par l'exploitant du site, sachant qu'en préambule :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les opérations de livraisons et d'évacuations doivent se faire en cohérence avec le fonctionnement de l'établissement. 2. Les accès et voies pompier sont en permanence libres de jour comme de nuit. 3. Les zones de stockage sont organisées de telle sorte à ne pas perturber le fonctionnement de l'établissement. <p>Les travaux et stockages doivent permettre le maintien des cheminements horizontaux et verticaux, l'évacuation du personnel, ainsi que la possibilité d'intervention des Services de Secours. Dans tous les cas, les accès empruntés par les usagers doivent être libres de tout stockage de matériaux. Les sorties de secours devront toujours être libres de tout obstacle.</p> <p>Il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances telles que bruit, émanations poussières, vapeur délétère de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.</p> <p>Dans les locaux confinés ou insuffisamment ventilés, les moteurs à essence sont interdits (risques essence).</p>	
Travaux à point chaud	<p>L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage) est obligatoire.</p> <p>Il doit être réalisé avec l'exploitant et renouvelé, chaque fois qu'un changement (d'opération, de lieu, de méthode de travail...).</p> <p>Extincteur vérifié et adapté à pied d'œuvre.</p>	
Contact électrique direct ou indirect	<p>Consignation des zones en travaux par le lot électricité.</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Les électriciens doivent avoir toutes les qualifications requises pour les postes de travail qu'ils ont à tenir et notamment lors des tests et essais pratiqués avec le courant de chantier provisoire ou les mises en service définitives (décret du 14/11/1988).</p> <p>Interventions sur les coffrets de chantier : seuls les électriciens sont habilités à intervenir sur les coffrets de chantier.</p>	
Travail en hauteur	<p>Travaux en hauteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate. - Privilégier les interventions à la nacelle. - Utilisation de plate-forme roulante normalisée. <p>Escabeaux et échelle interdits.</p>	
Amiante	<p>Le rapport de repérage amiante établi SOCOTEC : 2503CCENA - BI5860000001965 du 29/04/2025. fait apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. Chaque entreprise doit mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières d'amiante lors de l'exécution de leurs travaux. Il appartient à chaque entreprise:</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>Les entreprises prennent connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition</p> <p>Elles doivent observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les entreprises qui effectuent des opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante doivent privilégier les mesures de prévention et moyen de protections collectifs. Les travaux sur ou à proximité de matériaux susceptibles</p>	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>de libérer des fibres d'amiante ne peuvent être réalisés que par du personnel formé à ces travaux et titulaire d'une attestation de compétence délivrée conformément à l'arrêté du 23 Février 2012. Les encadrants formés des entreprises devant réaliser ces travaux ont au préalable envoyé leurs modes opératoires aux organismes.</p> <p>Les entreprises doivent respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de leurs déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation doit se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée</p>	

Désamiantage – Déplombage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Amiante	<p>Le rapport de repérage amiante établi SOCOTEC : 2503CCENA - BI5860000001965 du 29/04/2025. fait apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. Chaque entreprise doit mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières d'amiante lors de l'exécution de leurs travaux. Il appartient à chaque entreprise:</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>Les entreprises prennent connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition</p> <p>Elles doivent observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les entreprises qui effectuent des opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante doivent privilégier les mesures de prévention et moyen de protections collectifs. Les travaux sur ou à proximité de matériaux susceptibles</p>	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>de libérer des fibres d'amiante ne peuvent être réalisés que par du personnel formé à ces travaux et titulaire d'une attestation de compétence délivrée conformément à l'arrêté du 23 Février 2012. Les encadrants formés des entreprises devant réaliser ces travaux ont au préalable envoyé leurs modes opératoires aux organismes.</p> <p>Les entreprises doivent respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de leurs déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation doit se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée</p>	
Amiante	Plan de Retrait	.
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer de l'absence d'organes de commandes généraux (coffret élec, point d'eau, ...) dans la zone de confinement.	.
Inhalation poussières	Les entreprises produisant des poussières de quelque nature que ce soit doivent impérativement tenter de limiter les émissions dans l'ambiance pour des systèmes de captation situés au plus près de la source. Pour compléter ce dispositif, des procédés d'humidification des supports et de brumisation par postes fixes ou mobiles doivent être mis en place au niveau des postes de travail concernés.	.

Curage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Etalement provisoire à étudier. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute.	Respecter les balisages et zones clôturées
Engins et matériels	Plan de démolition indiquant les zones de stockage, de démolition et les aires d'évolution des engins.	Stabiliser les constructions devant être maintenue en place.
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer de l'absence d'organes de commandes généraux (coffret élec, point d'eau, ...) dans la zone de confinement.	.
Rupture, effondrement	<p>Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus concernant la nature la résistance et la stabilité des éléments à démolir</p> <p>le repérage des ouvrages voisins, leurs résistance et influences de la démolition sur leur stabilité</p> <p>Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction.</p> <p>Etalement provisoire à étudier.</p>	Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute.</p> <p>Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès).</p> <p>Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.</p> <p>Stabiliser les constructions devant être maintenue en place.</p>	
Travail en hauteur	définir les modes opératoires pour garantir l'absence de chute de hauteur	.
Inflammation, explosion	<p>Consignation des zones à risques, à commencer par les réseaux existants (électricité/ gaz/ eau/ cuves fuel). Recherche de la présence et de la nature, repérage, consignation, neutralisation, dé-pose, de tous les réseaux existants compris analyse de l'impact éventuel sur les installations existantes voir en service, avant toute intervention, Mise en place si nécessaire de protections sur les ouvrages adjacentes destinées à limiter toute projection de gravats et poussières</p>	.
Rupture, effondrement	<p>Avant l'exécution des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux de curage devra notamment : - étudier la nature, la résistance et la stabilité des ouvrages à démolir ; - réaliser le recensement des ouvrages voisins afin de déterminer l'influence du curage sur ces derniers et de prendre des mesures conservatoires s'il y a lieu ; - effectuer le repérage de réseaux existants, intérieurs et extérieurs, afin de demander aux différents concessionnaires les mesures à prendre pour désactiver ou protéger ces ouvrages ; - recenser les éléments à risques spécifiques et plus particulièrement en raison de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité. L'entreprise chargée des travaux de curage devra veiller à ce qu'aucun travailleur ne soit chargé d'un travail de curage ou de démontage pour lequel il ne serait pas compétent et qui comporterait, pour lui ou pour les autres travailleurs du chantier, un risque anormal. Un chef d'équipe devra être exclusivement affecté à la surveillance des travaux. Pendant toute la durée des travaux de curage, l'entreprise chargée des travaux devra assurer la protection de son personnel contre les risque de chute de hauteur ; il devra, notamment : - choisir des méthodes de démolition ne nécessitant pas la présence d'ouvriers en hauteur ; - mettre en place des</p>	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	garde-corps provisoires en bordure des ouvertures et planchers donnant dans le vide ; - condamner l'accès aux locaux comportant des ouvertures donnant sur le vide ; - mettre en œuvre des plates-formes de travail stables et protégées ;	
Inhalation poussières	Les entreprises produisant des poussières de quelque nature que ce soit doivent impérativement tenter de limiter les émissions dans l'ambiance pour des systèmes de captation situés au plus près de la source. Pour compléter ce dispositif, des procédés d'humidification des supports et de brumisation par postes fixes ou mobiles doivent être mis en place au niveau des postes de travail concernés.	.

Partitions intérieures

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation de l'ascenseur du site Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	.
Chute d'objets, éclats	Gestion des déchets de découpe : évacuation à l'avancement avec goulotte ou dans des seaux suivant quantités	Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés.
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.	.
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.

Chauffage Ventilation Plomberie GTC - Plomberie - Sanitaire

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Inflammation, explosion	Permis feu à établir avec le chef d'établissement. Extincteur au poste de travail.	.
Travail en hauteur	Travaux en toitures, combles : s'assurer de la présence d'un accès et de circulations sécurisés ainsi que des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel. Intervention dans les combles : mettre en place préalablement un éclairage suffisant et des platelages résistants sur les zones de circulation et de travail.	

Electricité CFO CFA SSI - Electricité - Courants faibles

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux. Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...).	N'entreprendre les travaux de démolition sans remise d'un certificat de consignation par le lot électricité. Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise A définir par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise A définir par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

Grutage en toiture pour les équipements de ventilation.

S'assurer de la portance du sol.

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation

possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.
L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.
Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.
Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.
Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Voir détail dans l'annexe « MESA »

Un ascenseur sera réservé pour le chantier.
Mise en place des protections par le lot 3

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres
L'entreprise de démolition organise la gestion des déchets (tri des déchets) suivant la réglementation en vigueur. Elle assurera la mise à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante ainsi que l'évacuation des gravois en décharge publique pendant toute la durée de l'opération.
Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer et de trier l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes sélectives par tout moyen adapté ; l'évacuation par les trémies, les baies et les fenêtres, est interdite sauf si des goulottes sont utilisées.
En cas de manquement d'une entreprise, le Coordonnateur peut demander au Maître d'ouvrage de faire procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante.
Le brûlage des matières est interdit sur le chantier.
Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés
Chaque entreprise utilisatrice de substances et de matières dangereuses fait son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués, suivant les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité NF T 01-100 qui sera insérée dans son PPSPS.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les travaux sont à réaliser en site occupé avec un espace au sol très réduit et des contraintes importantes de maintien des accès et des issues de secours. La présence des usagers de l'établissement à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement est à prendre en compte en permanence et pour toutes les activités. Aucune négligence n'est possible.

Dispositions particulières :

Les travaux sont programmés dans un établissement en activité recevant du public, il est donc indispensable de satisfaire aux dispositions sécuritaires du PGC :

- Protection des sols conservés à assurer
 - Circulation dans l'établissement avec des chaussures et vêtements propres.
 - Aspiration et non balayage
 - Cloisonnements d'isolement
 - Rédaction de permis feux pour tous travaux par points chauds
- Le personnel devra être en tenue identifiable
- Attestation de consignation des réseaux à établir par l'électricien et le plombier. Attestation à diffuser aux autres entreprises, Maître d'oeuvre, Maître d'ouvrage et coordonnateur SPS.
 - Déconnection du SSI en journée dans les zones travaux et réactivé en fin de journée.
 - Bruits et vibrations à éviter et à organiser
 - Ne pas fumer dans l'établissement.
 - Manutentions intérieures et extérieures à organiser). Les livraisons volumineuses devront être déclarées au préalable au Maître d'oeuvre.
 - Evacuation des déchets pendant les heures des repas des résidents
 - Circulations extérieures à maintenir libres
 - Dispositions de détection incendie à prendre en compte et à gérer avec le responsable sécurité du site

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

sans objet au moment de la rédaction du PGC

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Lors des travaux non clos et indépendants, un plan de prévention doit être établi entre les entreprises extérieures et l'exploitant. Ceci afin de définir les mesures organisationnelles et les consignes de sécurité visant à éviter toute interférence avec leurs propres activités.

Préalablement au commencement des travaux, il sera procédé avec le chef d'établissement à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.

Les visites d'inspection commune sont réalisées conjointement en présence de tous les interlocuteurs de manière à synthétiser les informations et contraintes que doivent prendre en compte les entreprises.

Sans préjudice de l'application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lorsque les travaux sont exécutés dans un établissement en activité, l'entrepreneur doit prendre à ses frais et risques, les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui peuvent être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les fumées, les poussières.

Respect strict des voies d'accès "pompiers".

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Tous les travaux par points chauds ou pouvant produire un incendie font l'objet d'un permis de feu délivré par l'exploitant.

Les extincteurs appropriés aux risques seront à disposition près du poste de travail.

Les zones de travaux seront isolées et interdites aux autres intervenants.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

SANS OJBET

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les locaux utilisés par le personnel, à proximité des téléphones.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Sans objet

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 44/NANTES URSSAF REAMENAGEMENT

Adresse : 3 RUE GAETAN RONDEAU 44200 NANTES

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_SCALP
- Annexe_MESA
- Annexe_Presence_Amiante
- PIC_URSSAF
- DHOL 1